

Vingt et unième session
Nairobi, 5-9 février 2001
Point 4 b) de l'ordre du jour

Gestion des produits chimiques

Projet de décision présenté par la Norvège, la Pologne, la République tchèque,
la Roumanie, la Slovénie et la Suède (au nom de l'Union européenne)

Le Conseil d'administration,

Conscient des préoccupations de la communauté internationale concernant la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques dangereux, y compris la prévention du trafic international de produits chimiques dangereux, notamment les pesticides, exposées au chapitre 19 d'Action 21,

Soulignant la nécessité de prendre des mesures supplémentaires, à titre préventif et de précaution, pour protéger la santé humaine et l'environnement et associer étroitement le contrôle des produits chimiques à la lutte contre la pollution,

Rappelant ses décisions 19/13 du 7 février 1997 et 20/23 du 4 février 1999,

Prenant note des progrès accomplis par le Comité de négociation intergouvernemental pour préparer l'entrée en vigueur de la Convention de Rotterdam sur la procédure de

consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international,

Se félicitant de l'aboutissement de la négociation de la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants,

Soulignant la nécessité d'élaborer un projet de directives concernant le respect des accords internationaux sur l'environnement, leur application effective sur le plan national et la coopération et la coordination internationales pour lutter contre la criminalité environnementale,

Soulignant l'importance pour une bonne gestion des substances chimiques de la transparence et de l'accès de la société civile à l'information, y compris la classification et l'étiquetage des produits chimiques,

Insistant sur la nécessité de continuer à oeuvrer au renforcement de la coopération internationale dans le domaine de la gestion des produits chimiques,

I. Mesures internationales supplémentaires dans le domaine des produits chimiques

Soulignant l'objectif à long terme d'élimination de l'environnement de toutes les substances synthétiques qui présentent un danger pour la santé humaine et l'environnement,

Reconnaissant la nécessité de renforcer la cohérence et l'efficacité des activités internationales relatives aux produits chimiques,

Préoccupé par l'impact sur la santé humaine et l'environnement de la dissémination diffuse des substances chimiques, y compris celles contenues dans les produits manufacturés,

Soulignant que les pollueurs devraient en principe assumer le coût de la pollution et reconnaissant l'importance du rôle et de la responsabilité de l'industrie et d'autres parties prenantes dans le domaine des produits chimiques,

1. Accueille avec satisfaction et fait sienne la Déclaration de Bahia sur la sécurité chimique et les Priorités d'action après 2000 adoptées par le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique à sa troisième session tenue à Salvador da Bahia (Brésil) en octobre 2000;

2. Prie le Directeur exécutif, en coopération avec le Programme inter-organisations pour la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, d'examiner s'il y a lieu d'élaborer une stratégie mondiale de gestion des produits chimiques, y compris une proposition de renforcement de la coopération internationale sur les produits chimiques. Dans le cadre de cette étude, il faudrait notamment :
 - a) Etudier les moyens de faire en sorte que les données sur les risques pour la santé et l'environnement soient mises à la disposition du public et des autorités dans les meilleurs délais possibles;

 - b) Examiner les stratégies actuelles de recherche de produits de remplacement sans danger pour l'environnement, des meilleures techniques disponibles pour les produits chimiques dangereux et des meilleures pratiques environnementales, ainsi que les possibilités de faire un plus large usage de ces produits et technologies de remplacement;

 - c) Analyser les risques découlant du stockage et de l'élimination des produits chimiques mis au rebut;

 - d) Proposer d'éventuels moyens de coordination et, si possible, d'intégration des travaux sur la gestion des produits chimiques avec d'autres domaines pertinents touchant à l'environnement;

 - e) Etudier la possibilité d'élaborer des normes internationales pour la mise sur le marché des produits chimiques;

 - f) Examiner l'impact sur la santé humaine et l'environnement de la dissémination diffuse de substances chimiques, y compris celles contenues dans des produits manufacturés;

 - g) Entreprendre un examen des activités et des réglementations internationales afin de recenser les lacunes en matière de protection de l'environnement et de la santé humaine;

h) Examiner les possibilités d'optimiser les travaux au titre des conventions internationales concernant la gestion des produits chimiques, l'administration de ces conventions et la collaboration entre elles;

3. Invite le Directeur exécutif, sur la base des résultats de cette étude, à élaborer des recommandations concernant les mesures internationales supplémentaires à adopter dans le domaine de la sécurité chimique;

II. Mesures concernant le mercure et d'autres métaux lourds ainsi que leurs composés

Préoccupé par les risques pour la santé humaine et les graves effets sur l'environnement qui sont dus à une exposition à certains métaux lourds, en particulier le mercure, le plomb et le cadmium ainsi que leurs composés,

Tenant compte du Programme d'action mondial pour la protection du milieu marin contre la pollution due aux activités terrestres, y compris la pollution par les métaux lourds, ainsi que du rapport de la Conférence intergouvernementale chargée d'adopter le Programme d'action mondial,

Notant la coopération régionale en cours pour évaluer les risques liés aux métaux lourds et à leurs composés et pour élaborer des stratégies et des mesures concernant ces substances, en particulier le Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif aux métaux lourds, adopté sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe,

Notant également que le mercure et ses composés sont classés actuellement dans la catégorie des pesticides dans la Convention de Rotterdam sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable dans le cas de certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international,

Sachant que le mercure et certains autres métaux lourds et leurs composés sont connus pour être transportés sur de grandes distances dans le monde entier et sont donc présents en quantités mesurables et croissantes loin de leur point d'origine,

Conscient qu'il est urgent d'améliorer les connaissances scientifiques sur les métaux lourds et leurs composés pour ce qui est de leurs sources, de leur transport et des autres voies de transfert ainsi que de leurs effets sur la santé humaine, sur l'environnement et dans le domaine socio-économique pour servir de point de départ à l'élaboration et à l'adoption de stratégies, de politiques et de mesures d'intervention efficaces et réalistes aux niveaux national, régional et mondial,

1. Invite le Programme des Nations Unies pour l'environnement, en coopération avec d'autres membres du Programme interorganisations sur la gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques, à engager un processus d'évaluation mondiale accélérée en commençant par le mercure et ses composés et, s'il y a lieu, d'autres métaux lourds suscitant des préoccupations analogues, par exemple ceux qui sont mentionnés dans le Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance relatif aux métaux lourds, adopté à Århus le 23 juin 1998¹. Ce processus devrait :

a) Regrouper les informations existantes que peuvent fournir le Programme international sur la sécurité des substances chimiques, la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe et d'autres sources pertinentes au sujet de la chimie et de la toxicologie des substances considérées (en particulier, leurs incidences sur la santé humaine, végétale et animale);

b) Analyser les trajectoires pertinentes de ces polluants, leur origine, leur mouvement, leur dépôt et leur transformation à l'échelle mondiale;

c) Etudier les sources, les avantages, les modes d'utilisation et d'autres aspects pertinents de la production et de l'emploi de ces substances;

d) Déterminer s'il existe des produits de remplacement écologiquement rationnels, les meilleures techniques disponibles et, le cas échéant, les meilleures pratiques environnementales ainsi que les rapports coût-efficacité correspondants;

¹ Ces métaux lourds sont le mercure, le plomb et le cadmium (ainsi que leurs composés).

e) Déterminer des stratégies, politiques et mécanismes d'intervention réalistes pour réduire et/ou éliminer l'emploi, les émissions, les rejets et les pertes de métaux lourds et de leurs composés;

2. Invite le Directeur exécutif, sur la base des résultats de ce processus, à établir des recommandations et des informations concernant une action internationale, y compris les informations qui seraient nécessaires pour une décision éventuelle au sujet d'une action internationale appropriée relative aux métaux lourds et à leurs composés;

III. L'essence au plomb

Préoccupé par les risques sanitaires, en particulier chez les enfants, dus à l'exposition au plomb contenu dans l'essence,

Rappelant le programme relatif à la poursuite de la mise en œuvre d'Action 21, adopté par l'Assemblée générale des Nations Unies à sa dix-neuvième session extraordinaire de 1997 dans laquelle l'Assemblée a souligné l'importance d'accélérer, à l'échelle mondiale, le processus d'élimination des utilisations à risque du plomb, notamment l'utilisation du plomb dans l'essence.

1. Lance un appel aux gouvernements pour qu'ils éliminent les utilisations à risque du plomb, notamment l'utilisation du plomb dans l'essence;

2. Prie le Directeur exécutif de promouvoir l'établissement d'un code international facultatif pour éliminer progressivement l'utilisation du plomb dans l'essence, notamment des recommandations concernant les mesures concrètes que pourraient prendre les gouvernements et l'industrie, et ce pour assister ces derniers dans leurs efforts;

IV. Mesures pour appliquer la présente décision

1. Prie le Directeur exécutif, en application de la présente décision :

a) De convoquer un groupe de travail consultatif ad hoc à composition non limitée, composé notamment de scientifiques, de représentants d'organisations du travail, d'organisations non gouvernementales et du secteur privé, afin de l'aider dans cette tâche;

- b) D'appuyer, selon qu'il conviendra, les activités entreprises au titre de ce processus;
 - c) De prendre en compte les conditions particulières des pays en développement et des pays à économie en transition;
2. Lance un appel à l'Organisation des Nations Unies et à ses institutions spécialisées, ainsi qu'aux autres organisations concernées, notamment les organisations d'intégration économique régionale, pour qu'elles participent activement et contribuent au processus d'évaluation et encouragent la participation des pays en développement et des pays à économie en transition;
3. Engage les gouvernements, les organisations intergouvernementales, le Forum intergouvernemental sur la sécurité chimique, la société civile et le secteur privé à participer activement à cette entreprise;
4. Lance un appel aux gouvernements et aux autres acteurs concernés pour qu'ils mettent à disposition les données nécessaires, fournissent l'assistance technique, assurent le renforcement des capacités et apportent les fonds qui permettront aux pays en développement, en particulier les pays les moins avancés et les pays à économie en transition, de prendre part activement à ce processus;
5. Prie le Directeur exécutif de présenter à la vingt-deuxième session du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement :
- a) Des recommandations en vue de l'adoption d'autres mesures internationales, notamment l'éventuelle élaboration d'une stratégie mondiale pour une gestion écologiquement rationnelle des produits chimiques;
 - b) Des recommandations en vue de l'adoption d'autres mesures internationales sur les métaux lourds;
 - c) Des recommandations sur l'élaboration d'un code international facultatif pour éliminer progressivement l'utilisation du plomb dans l'essence;

6. Prie en outre le Directeur exécutif de présenter un rapport de situation à la septième session extraordinaire, de 2002, du Conseil d'administration/Forum ministériel mondial sur l'environnement;

7. Décide de réexaminer la question de la gestion des produits chimiques à sa vingt-deuxième session.
